

# ritaire qu'on peut intervenir »

faits du départ de Maduro, l'Amérique du Nord ferme les Etats-Unis



Des milliers de Vénézuéliens exilés se sont rassemblés samedi dans plusieurs villes du monde pour célébrer la chute du désormais ex-président Nicolas Maduro. Ici, à Barcelone.

© REUTERS

entre Etats ». Côté britannique, le Premier ministre Starmer a refusé, lors d'une interview, de se laisser entraîner sur le terrain de la qualification de l'action américaine. Le travailliste a indiqué vouloir se donner le temps d'établir les faits et ajouté qu'il les regarderait en face, en se qualifiant lui-même d'éternel défenseur du droit international.

Prudence encore plus marquée en

France où Macron a uniquement « pris acte de la fin de la dictature Maduro », sans un mot pour qualifier l'action américaine. On soulignera toutefois que le ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, s'est, lui, montré explicite. Pour lui, l'opération américaine « contrevient » au droit international. « La France rappelle qu'aucune solution politique durable ne saurait être imposée de l'extérieur et que les peuples souverains décident seuls de leur avenir. »

L'Union européenne (UE) s'est également prononcée, dans une réaction en forme de synthèse des nuances et de l'inconfort des Etats membres. Dimanche, précisant s'exprimer au nom de 26 pays (soit tous les pays membres sauf la Hongrie), la cheffe de la diplomatie de l'UE, Kaja Kallas, a appelé « tous les acteurs à faire preuve de calme et de retenue, afin d'éviter une escalade et de garantir une solution pacifique à la crise ».

#### Impuissance

Pour Christophe Ventura, directeur de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris), « il y a une forme d'impuissance, de reconnaissance d'un état de fait de la puissance américaine et des désiderata de Donald Trump. En particulier des Européens, qui sont déjà maltraités par Trump et qui font le choix de ne pas vouloir l'énerver en le critiquant sur ce qu'il fait en Amérique latine ».

« De manière générale, la réaction majoritaire dans la communauté internationale, c'est une condamnation, un appel à la paix, à la désescalade, à la négociation, mais le tout sans se donner les moyens d'y arriver », observe Thomas Posado, maître de conférences en civilisation latino-américaine. « Pour concrétiser cet appel au respect du droit international, il faudrait faire une pression diplomatique. Mais, on sait que Trump a cette stratégie du fou qui est de ne pas tolérer la moindre opposition sans qu'il y ait des représailles », poursuit-il. « Certes, la Russie et la Chine (alliés de Caracas, NDLR) apportent un soutien un peu plus ferme au Venezuela, mais pas de nature à détourner les Etats-Unis de leurs objectifs. » Ainsi, estime le spécialiste, « la réaction de la communauté internationale est une condamnation un peu lâche des actes que commettent les Etats-Unis ».



**vu des Etats-Unis** L'enlèvement du président vénézuélien divise



BERTRAND MORAIN  
CORRESPONDANT À WASHINGTON

Devant la Maison-Blanche, une partie des manifestants conteste surtout la légalité de l'opération menée contre Nicolás Maduro, organisée sans l'aval du Congrès. © AFP

**M**êmes slogans, mêmes pancartes, seul le nom du pays change. Devant la Maison-Blanche, ils étaient une centaine, samedi après-midi, à braver le froid de la capitale. Quelques heures seulement après la capture de Nicolás Maduro par un commando américain, l'organisation anti-guerre Answer lancait un appel à manifester dans plusieurs villes du pays. Dans une foule hétéroclite, où certains participants affichent un soutien plus appuyé au président vénézuélien, la remise en cause de la légalité de l'opération fait figure de trait d'union.

Depuis l'Etat voisin du Maryland, Lewis Bracy, vétéran de l'armée américaine, s'est payé une heure de route pour rejoindre la mobilisation. Lunettes noires, casquette vissée sur le crâne et drapeau dans une main, l'ex-militaire peine à masquer sa stupeur. « Donald Trump a mené cette intervention sans l'accord du Congrès. Lui et toute son administration sont maintenant des criminels de guerre internationaux. » Nul doute, à ses yeux, l'intérêt économique prime sur les motivations démocratiques.

Lors de sa conférence de presse, donnée depuis sa résidence de Mar-a-Lago, le président républicain n'a guère dissimulé ses ambitions autour de l'industrie pétrolière vénézuélienne. Des propos qui résonnent dans un pays encore marqué par le souvenir de la guerre en Irak, d'autant plus que le Venezuela détient les plus importantes réserves mondiales de pétrole.

Egalement venu battre le pavé, Malcolm Blair a pour sa part servi dans l'US Air Force. « Même si l'on peut penser que Nicolas Maduro est un dictateur, l'Amérique n'est pas la police du monde. Nous n'avons pas le droit d'arrêter leur président et de simplement le juger pour des crimes liés à la drogue. » La position résume le malaise qui gagne une partie du pays. Capturés et ramenés de force aux Etats-Unis pour y être traduits devant un tribunal, le leader chaviste et son épouse sont arrivés samedi soir à New York.

Mais dans la communauté vénézuélienne établie aux Etats-Unis, l'intervention de la Maison-Blanche ren-

contre facilement des partisans. Pour Liliana Wright, le raid visant à arrêter Nicolas Maduro est « l'événement qu'elle attendait depuis plusieurs années ». La légalité de l'affaire importe peu : l'essentiel est ailleurs pour cette mère de famille. « Donald Trump croit simplement en la démocratie, au capitalisme et à la liberté. Je ne crois pas au socialisme et je suis très, très satisfaite de ce que fait le président. »

#### Nouveau volet interventionniste

Dans la classe politique, l'initiative est autant saluée qu'elle ne divise. « Quelle équipe formidable le président Trump a réunie pour rendre l'Amérique prospère et sûre », s'enthousiasme Lindsey Graham, sénateur de la Caroline du Sud, sur X. Dans les rangs républicains, les voix discordantes se font rares. Certes, Susan Collins, sénatrice du Maine, regrette de ne pas avoir vu le Congrès prévenu en amont.

Mais la critique la plus sévère, au-delà des élus démocrates, vient de Marjorie Taylor Greene, représentante de Géorgie, qui rend son siège ce 5 janvier. Défenseuse d'une ligne isolationniste et en rupture avec Donald Trump, elle n'épargne en rien les orientations de son ancien mentor : « Le dégoût des Américains envers leur propre gouvernement à cause de l'agression militaire sans fin et du soutien aux guerres étrangères est justifié, car nous sommes obligés d'en payer le prix et les deux partis, républicain et démocrate, continuent toujours à financer et à maintenir la machine militaire de Washington. »

Le locataire du Bureau ovale rompt avec certaines de ses promesses les plus populaires. « Donald Trump est le président des Etats-Unis le moins "America First" de l'histoire de notre pays », tacle Chuck Schumer, leader de la minorité démocrate au Sénat. Outre-Atlantique, l'interventionnisme n'est pas en vogue. Pourtant, Washington n'écarte pas la possibilité de déployer de nouvelles troupes.